RINFRET, Marie

ÂGE 59 ans

FORMATION

Membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec
Membre du Barreau du Québec
1979 Université Laval
Licence en droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2016 **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail**
Vice-présidente à l'équité salariale

2011 - 2015 **Commission de l'équité salariale**
Membre et présidente

2007 - 2011 Membre

2001 - 2003 Secrétaire et directrice des affaires juridiques

2003 - 2007 **Office des professions du Québec**
Secrétaire et directrice des affaires juridiques

1997 - 2001 **Ministère de la Justice**
Avocate spécialiste en litige à la Direction du contentieux

1996 - 1997 Avocate spécialiste en droit constitutionnel et en droit autochtone

1994 - 1996 Directrice associée au droit autochtone par intérim

1992 - 1994 Avocate spécialiste en droit autochtone à la Direction du droit autochtone

1989 - 1992 Adjointe au bureau du sous-ministre associé aux affaires juridiques et législatives

1986 - 1989 **Conseil du statut de la femme**
Avocate et adjointe à la secrétaire générale

1984 - 1986 **Ministère du Revenu**
Agente de recherche en droit fiscal au Service de l'interprétation des régimes sociaux, des successions, des dons et transferts de terrains

1980 - 1984 **Bernatchez et associés**
Avocate

RÉMUNÉRATION ET AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DE M^e MARIE RINFRET COMME PROTECTRICE DU CITOYEN

QUE M^e Marie Rinfret exerce ses fonctions au bureau du Protecteur du citoyen à Québec;

QUE le traitement annuel de M^e Marie Rinfret soit de 171 375 \$;

QUE le traitement annuel de M^e Marie Rinfret soit augmenté à compter du 1^{er} avril 2017, du pourcentage maximum de la grille des pourcentages d'ajustement variable du traitement applicables aux titulaires d'un emploi supérieur pour la cote d'évaluation la plus élevée à la date de révision des traitements des cadres de la fonction publique, jusqu'à l'atteinte du maximum de l'échelle de traitement applicable à une première dirigeante d'un organisme du gouvernement du niveau 7.

QUE M^e Marie Rinfret participe au régime de pension institué en vertu de la Loi sur le Protecteur du citoyen (chapitre P-32) ;

QUE les articles 5, 7, 13 à 15, 17, 20, 23 et 24 des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 s'appliquent à M^e Marie Rinfret comme une première dirigeante d'un organisme du gouvernement du niveau 7, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QU'à l'expiration de son mandat, M^e Marie Rinfret demeure en fonction jusqu'à ce qu'elle soit nommée de nouveau ou remplacée;

QUE dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander à l'Assemblée nationale le renouvellement du mandat de M^e Marie Rinfret à titre de Protectrice du citoyen, il l'en avise au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat;

QU'à la fin de son mandat de Protectrice du citoyen, M^e Marie Rinfret recevra une allocation de transition correspondant à un mois par année de service ininterrompu depuis son entrée en fonction à titre de Protectrice du citoyen, sans toutefois excéder douze mois, calculée sur la base du traitement qu'elle reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel elle a exercé ses fonctions.

QUE M^e Marie Rinfret puisse demander que ses fonctions de Protectrice du citoyen prennent fin avant l'échéance de son mandat après avoir donné un avis écrit au président de l'Assemblée nationale.

chapitre P-32
Loi sur le Protecteur du citoyen

1. L'Assemblée nationale nomme, sur proposition du premier ministre, une personne appelée «Protecteur du citoyen» et fixe son traitement.

Une telle nomination doit, pour être valide, avoir été approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.

1968, c. 11, a. 1; 1968, c. 9, a. 90.

2. La durée du mandat du Protecteur du citoyen est de cinq ans; nonobstant l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

1968, c. 11, a. 2.